

L'Arabie saoudite passe devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU aujourd'hui. Après l'assassinat de Jamal Khashoggi et les menaces d'exécutions, les ONG sont très inquiètes.

# Riyad, champion de la répression

CHRISTOPHE KOESSLER

**Droit humains** ► Le cas de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi n'est que l'arbre qui cache la forêt, selon de nombreuses organisations de droits humains. A l'heure où l'Arabie saoudite passe son Examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, ces ONG dénoncent la répression systématique de la liberté d'expression dans le royaume: «L'inquiétante nouveauté apportée par l'assassinat de Jamal Khashoggi ne consiste pas tant dans la cible choisie (un journaliste réputé pour son opposition au régime), mais dans le mode opératoire. Forte de la relative indifférence rencontrée face à ses pratiques intra muros, l'Arabie saoudite ne semble effectivement plus hésiter à pourchasser les défenseurs hors de ses frontières», analyse le Service international pour les droits humains (SIDH), ONG basée à Genève.

## Première militante décapitée?

Cette dernière s'inquiète en particulier de la sérieuse menace d'exécution qui plane sur Israa al-Ghomgham. Emprisonnée depuis trois ans pour avoir participé à des protestations et posté des informations sur les réseaux sociaux, la militante pourrait devenir la première femme mise à mort en raison de son engagement, indique le SIDH. Avec elle, quatre autres activistes, dont son mari, sont poursuivis par le procureur général et pourraient subir le même sort. Alors que le procès d'Israa al-Ghomgham devait s'ouvrir le 28 octobre dernier, il a été reporté au 21 novembre, probablement en raison des fortes critiques d'une partie de la communauté internationale à la suite de l'affaire Khashoggi.



Un manifestant grimé en Mohamed ben Salmane, l'homme fort du régime saoudien, le 25 octobre à Istanbul. KEYSTONE

Selon le Centre pour les droits humains du Golfe, partenaire du SIDH, une centaine de défenseurs de droits humains seraient actuellement emprisonnés en Arabie saoudite, dont une dizaine de femmes. Nombre d'entre eux subiraient la torture et sont détenus dans des endroits gardés secrets. Certains ont été condamnés à des peines de cinq à quinze ans de prison pour avoir participé à des manifestations. Mais la majorité d'entre eux restent en détention provisoire, sans garanties juridiques quant à leurs droits, s'est inquiété récemment le Comité contre la torture des Nations Unies. Selon Reporters sans frontières, entre 25 et 30 journalistes, professionnels ou non, sont aussi incarcérés.

## Cent ou mille prisonniers d'opinion

Plus globalement, entre cent et mille personnes seraient détenues uniquement en raison d'opinions dissidentes. L'impré-

cision de ces chiffres tiendrait elle-même à la nature et à la force de la répression: «Il est très difficile d'obtenir des estimations fiables en raison de la peur des familles d'entrer en contact avec les ONG», indique Salma El Housseiny, responsable de la région Moyen-Orient pour le SIDH. Le

nombre d'exécutions est en revanche connu: en 2017, quatre hommes ont été mis à mort par l'Etat pour leur participation à des manifestations pacifiques.

Le pays connaît une forte vague de répression depuis septembre 2017, dans le contexte de tensions avec le Qatar et de la

consolidation du pouvoir du prince héritier saoudien Mohamed ben Salmane, fils du roi Salmane. En 2018, un fort mouvement social en faveur du droit de conduire un véhicule pour les femmes s'est aussi exprimé dans la rue. Le régime a fini par céder à cette revendication en

## BRAS DE FER AUTOUR DES VENTES D'ARMES

Le 25 octobre dernier, les députés du parlement européen ont demandé aux Etats membres de suspendre la vente d'armes à l'Arabie saoudite après l'affaire Khashoggi. L'Allemagne avait donné l'exemple le 21 octobre et enjoint à ses pairs de la suivre. Mais ni Angela Merkel ni l'unique instance démocratique existante à l'échelle européenne n'ont été écoutées.

Le Royaume-Uni, second plus grand exportateur d'armes vers ce pays après les Etats-Unis en 2017, poursuivra son *business as usual*. De même, la France, qui a vendu plus de 11 milliards d'euros de matériel militaire à l'Arabie saoudite entre 2008 et 2017, a décidé de maintenir les juteux contrats à venir. En revanche, la Suisse vient de décider de

suspendre ses livraisons de pièces de rechange d'armes au régime saoudien. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2018, un peu plus de 2,2 millions de francs d'équipements militaires suisses avaient été livrés à ce pays. Le Secrétariat d'Etat à l'économie estimait récemment que ces exportations «étaient quasiment closes», rapportions-nous le 22 octobre.

Fin août 2018, un rapport d'enquête mandaté par le Comité des droits de l'homme de l'ONU accusait toutes les parties en conflit au Yémen de se livrer à des crimes de guerre. Elle mettait en cause l'Arabie saoudite et d'autres pays de la coalition arabe dans le bombardement de civils, dont celui d'un bus rempli d'enfants. CKR

juin de cette année, mais non sans avoir arrêté quelques dizaines d'activistes. Nombre d'entre eux restent emprisonnés aujourd'hui, dont au moins dix femmes, selon le SIDH.

## Appel à une session extraordinaire

Comme Israa al-Ghomgham, de plus en plus de militants sont accusés abusivement de terrorisme ou de «ralliement à une entité terroriste». «Ce terme vague a été utilisé pour cibler toute forme de dissidence politique ou d'opposition. La Cour criminelle spéciale qui a été mise en place en 2008 pour traiter des cas de terrorisme et d'atteintes à la sécurité nationale a été utilisée pour condamner les défenseurs des droits humains.»

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le terrorisme a fermement condamné ces pratiques, peut-on lire dans le rapport remis ce jour aux Etats membres par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. On y apprend que différents autres organes de l'ONU, comme le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et l'Unesco partagent de nombreuses critiques émises par la société civile.

En raison de la gravité de la situation, 170 ONG appellent<sup>1</sup> le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à convoquer une session extraordinaire sur la situation en Arabie saoudite. Car l'examen d'aujourd'hui ne saurait suffire, estiment-elles: «Lors du précédent Examen périodique en 2013, le gouvernement avait accepté sept des recommandations faites par ses pairs. Or aucune n'a été appliquée», estime Salma El Housseiny. Pendant ce temps, les ventes d'armes à l'Arabie saoudite continuent (lire ci-contre) alors que ce pays est accusé de graves crimes de guerre au Yémen. I

<sup>1</sup>Par un communiqué signé le 26 octobre, sous la houlette de la Fédération internationale des droits humains. [www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/arabie-saoudite-1721](http://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/arabie-saoudite-1721)

## «La solution ne viendra pas des urnes»

**Togo** ► Après cinquante ans de régime autoritaire, les Togolais continuent à réclamer la démocratisation du pays.

Quatre défenseurs des droits humains et plusieurs opposants politiques sont encore derrière les barreaux au Togo. Le 17 septembre dernier, la Fédération internationale des droits humains demandait une nouvelle fois leur libération. Deux d'entre eux sont des militants du mouvement citoyen Nubuéké, qui ont participé aux fortes mobilisations pour une démocratisation du pays à l'été 2017. De passage à Genève, l'un de ses membres, Ferdinand Ayite, journaliste au bihebdomadaire *L'Alternative*, témoigne pour *Le Courrier* de la situation que traverse son pays. Interview.

### Pourquoi vos camarades ont-ils été arrêtés et de quoi sont-ils accusés?

**Ferdinand Ayite:** Notre mouvement se chargeait de ravitailler les mani-

festants en eau potable et de soigner les blessés. C'est dans ce contexte que l'un de nos militants a été arrêté. Ils ont fouillé son téléphone et sont ainsi remonté à notre vice-président, un cadre de banque, qui a été arrêté. Ils sont accusés de «rébellion contre l'autorité», de «déstabilisation du régime», «d'agression contre les forces de l'ordre». Ils n'ont pas encore été jugés.

Les facilitateurs de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont demandé leur libération. La France s'est contentée, elle, de publier des communiqués appelant à l'apaisement. Elle s'abstient de condamner la répression.

### Que réclamaient les manifestants?

Mon pays est sous le joug d'une dictature depuis cinquante ans, dirigée par une seule famille, de père en fils, les Gnassingbé, et soutenue par la France. Depuis la chute du mur de Berlin, les



«Toutes les élections, à une exception près, se sont soldées par des fraudes»

Ferdinand Ayite

Togolais se mobilisent activement pour la démocratie. Mais toutes les élections, à une exception près, se sont soldées par des fraudes, des hold-up électoraux et des massacres. Lorsque Faure Gnassingbé, le fils du dictateur Etienne Eyadéma Gnassingbé, a organisé des élections frauduleuses en 2005 pour succéder à son père, la population est sortie en masse dans la rue. La répression a été féroce: plus de 2000 morts.

Faure Gnassingbé en est aujourd'hui à son troisième mandat et il compte bien gagner de la même manière les prochaines élections de 2020. Il peut compter sur le soutien indéfectible de l'armée et s'appuie aussi sur des milices, qui n'hésitent pas à intimider, entrer dans les maisons, battre et assassiner des opposants.

### Des élections législatives auront lieu à la fin de l'année. Un espoir?

Les Togolais sont convaincus que la

solution ne viendra pas des urnes, car le pouvoir a verrouillé les dispositifs d'organisation des élections. Ils ont déployé l'armée sur tout le territoire. Les autorités locales sont à leur solde. Ils parviennent à intimider, à orienter les votes des populations et à frauder massivement.

### Alors comment parvenir au changement?

La première option est d'arracher au régime tous les instruments de contrôle des élections et d'obtenir le déploiement d'une force militaire d'observation, par exemple composée de forces de la CEDEAO et de l'Union européenne. Cela a déjà été fait, une fois en 1994, et cela a permis les seules élections législatives du pays qui ont été crédibles. Ou on renverse la table, comme cela s'est passé ailleurs, par une insurrection populaire. Le régime choisira lui-même.

PROPOS RECUEILLIS

PAR CHRISTOPHE KOESSLER